

# BRÈVES SECTORIELLES

## États-Unis

Une publication du SER des États-Unis  
N°2024-10 du 8 mars 2024

## Sommaire

### Commerce et sanctions

1. L'administration Biden publie son agenda de politique commerciale pour l'année 2024
2. L'USTR se félicite du renouvellement du moratoire sur les droits de douane e-commerce
3. Les républicains introduisent une proposition de loi ciblant la Chine à la Chambre
4. Une proposition de loi appelle à envisager l'accèsion de nouveaux pays à l'USCMA
5. Un projet de législation destiné à conditionner l'accès à TikTok est introduit à la Chambre

### Climat – énergie – environnement

6. L'EPA annonce des normes de sécurité plus strictes contre les accidents chimiques
7. L'administration Biden présente ses mesures pour assurer la stabilité et la durabilité du bassin du fleuve Colorado
8. Le Département d'État souligne les avancées en matière de coopération minérale lors du PDAC

### Transport et infrastructure

9. L'administration Biden propose de mettre fin à la dérogation Buy America pour les projets routiers fédéraux

### Industrie

10. Les syndicats souhaitent accroître leur présence dans l'industrie automobile

### Distribution et divertissement

11. Warner Music Group souhaite acquérir l'entreprise française Believe

### Agriculture et industrie agroalimentaire

12. L'USDA révisé à nouveau la réglementation anti-trust dans le domaine des viandes

### Numérique et innovation

13. Elon Musk porte plainte contre OpenAI et Sam Altman

### Santé

14. L'administration Biden lance une enquête sur les acquisitions de prestataires de soins de santé par des fonds d'investissement
15. L'ensemble des fabricants de médicaments concernés par le mécanisme de négociation de prix introduit par l'IRA rejettent la première offre de prix de Medicare

Vous pouvez retrouver les publications du SER, dont le Washington Wall Street Watch, [ici](#).

# Commerce et sanctions

## 1. L'administration Biden publie son agenda de politique commerciale pour 2024

Le Bureau de la Représentante américaine au Commerce (USTR) a [publié](#) le 1<sup>er</sup> mars son rapport annuel 2023 et son agenda de politique commerciale pour l'année 2024. Comme l'année dernière [voir [Brèves sectorielles du 3 mars 2023](#)], l'USTR met en exergue les accomplissements de l'administration en faveur d'une « politique commerciale centrée sur les travailleurs », au travers notamment de la défense des droits des travailleurs par la bonne mise en œuvre des accords existants, tel que l'accord États-Unis-Mexique-Canada (USMCA) et son mécanisme de réponse rapide (MRR), mais aussi de la promotion de la décarbonation et des pratiques durables, du soutien à l'agriculture, et du renforcement des chaînes d'approvisionnement. Les autres priorités de politique commerciale de l'administration Biden que sont la coopération avec les alliés et partenaires des États-Unis et le « réalignement » de la relation avec la Chine sont également réaffirmées. S'agissant de ce dernier objectif, les États-Unis privilégient une approche « holistique et pragmatique », qui comprend notamment l'investissement dans l'économie nationale permis par la loi bipartisane sur les infrastructures, le CHIPS Act et l'Inflation Reduction Act, et le renforcement de l'engagement avec les partenaires et alliés des États-Unis, afin de coordonner les réponses à apporter aux pratiques non-marchandes et de coercition économique. L'USTR mentionne la révision en cours des droits de douane de Section 301 imposés depuis 2018 sur une grande partie des importations chinoises, indiquant que l'administration restait « vigilante s'agissant des effets des actions commerciales sur les entreprises américaines », poursuivait un processus « ciblé » d'exclusion de ces droits de douane, et conservait la possibilité d'octroyer davantage d'exclusions à l'avenir. Le rapport annuel 2023, qui recense les activités menées par l'USTR au cours de l'année passée, comprend notamment cette année la mention des accords sur les minéraux critiques, conclu avec le Japon en mars dernier [voir [Brèves sectorielles du 31 mars 2023](#)], et en cours de négociation avec l'Union européenne [voir [Brèves sectorielles du 17 mars 2023](#)] et le Royaume-Uni [voir [Brèves sectorielles du 9 juin 2023](#)]. Les négociations avec l'UE en vue d'un Arrangement global sur l'acier et l'aluminium durables (GSA) sont également mentionnées au titre des activités contribuant à la décarbonation et à la lutte contre les pratiques non-marchandes. S'agissant du renforcement de l'engagement avec les autres partenaires des États-Unis, l'USTR mentionne notamment les progrès réalisés avec la conclusion de trois des quatre piliers du Cadre économique indopacifique (IPEF) [voir [Brèves sectorielles du 17 novembre 2023](#)]. Le rapport indique que des « progrès substantiels » ont été réalisés s'agissant de plusieurs chapitres du pilier commerce de cet accord, seul restant à conclure, et souligne que l'administration Biden reste engagée afin de « réaliser pleinement » les objectifs de ce pilier.

## 2. L'USTR se félicite du renouvellement du moratoire sur les droits de douane e-commerce

Au lendemain de la clôture de la treizième conférence ministérielle de l'OMC (MC13), qui s'est tenue à Abou Dhabi du 26 février au 2 mars, la Représentante américaine au Commerce (USTR) Katherine Tai a [publié](#) un communiqué présentant les résultats de cette réunion. Elle s'est en particulier félicitée de la prolongation du moratoire sur les droits de douane sur les transmissions électroniques, résultat qui a également été [salué](#) par le *ranking member* de la Commission des Voies et des moyens de la Chambre, Richard Neal (D-Massachusetts). K. Tai a également salué « le travail réalisé sur la réforme du système de règlement des différends », tout en reconnaissant que « des efforts additionnels [étaient] nécessaires afin d'achever la tâche que [les membres de l'OMC s'étaient] fixée lors de la douzième conférence ministérielle ». K. Tai a en revanche indiqué que les États-Unis étaient « déçus » qu'un consensus n'ait pu être atteint s'agissant de nouvelles dispositions sur les subventions à la pêche et sur l'agriculture, y compris sur les restrictions à l'export, dont elle a estimé qu'elles auraient constitué un « livrable précieux pour les pays les moins développés faisant face à l'insécurité alimentaire ».

## 3. Les républicains introduisent une proposition de loi ciblant la Chine à la Chambre

Le 29 février, le représentant K. Hern (R-Oklahoma) a [introduit](#) une proposition de loi intitulée Countering Communist China Act, qui vise à « contrer l'influence malveillante et le vol perpétrés par la République populaire de Chine et le Parti communiste chinois ». Co-signée avec 44 autres représentants républicains, cette proposition de loi a notamment été soutenue par le président du sous-comité en charge du Commerce à la Chambre, A. Smith (R-Nebraska), qui s'est [réjoui](#) que la législation intègre « plusieurs recommandations formulées par la Commission spéciale sur le parti communiste chinois » issues du rapport publié en décembre dernier [voir [Brèves sectorielles du 15 décembre 2023](#)]. Dans le domaine commercial, la proposition de loi prévoit de retirer à la Chine le statut de relations commerciales normales permanentes (PNTR), adopté par le Congrès américain en 2000 et destiné à faciliter les échanges commerciaux américains avec la Chine. Un tel retrait avait notamment été [encouragé](#) par l'ancien Représentant américain au Commerce (USTR) sous l'administration Trump, R. Lighthizer, lors d'une audition organisée par la Commission spéciale sur le parti communiste chinois à la Chambre en mai 2023. La proposition de loi autorise également le président à initier des négociations en vue de conclure des accords de libre-échange avec les Philippines, l'Indonésie, la Thaïlande, la Malaisie, la Nouvelle-Zélande, le Royaume-Uni et Taïwan. Elle requiert en outre la publication par la Secrétaire au Trésor d'un rapport annuel détaillant les schémas et la répartition sectorielle des investissements réalisés par les acteurs économiques

américains en Chine. Elle prévoit également des mesures de restriction en matière d'investissements sortants concernant plusieurs secteurs (semi-conducteurs et microélectronique, intelligence artificielle, sciences et technologies de l'information quantique, systèmes hypersoniques, ordinateurs à haute performance et superordinateurs, biotechnologies et satellites de communication) au sein de pays identifiés comme sources de préoccupation pour la sécurité nationale américaine, dont la Chine. Le projet prévoit par ailleurs l'adoption de sanctions à l'égard d'acteurs américains et non-américains engagés dans des « opérations significatives » impliquant des entreprises chinoises évoluant dans les domaines militaire et de la surveillance. Dans le secteur automobile, la législation interdit l'octroi de fonds fédéraux pour l'achat d'un véhicule électrique ou de ses équipements afférents s'ils sont conçus par d'« importants » fabricants chinois. Le projet de loi prévoit par ailleurs un renforcement des mesures d'interdiction d'importation de produits issus du travail forcé. Le contenu du projet de loi a été transmis aux différentes commissions concernées à la Chambre et doit désormais faire l'objet d'un vote.

#### 4. Une proposition de loi appelle à envisager l'accession de nouveaux pays à l'USCMA

Les sénateurs Bill Cassidy (R-Louisiane) et Michael Bennet (D-Connecticut) et les représentants Maria Salazar (R-Floride) et Adriano Espaillat (D-New York) ont [introduit](#) le 6 mars une proposition de loi bipartisane intitulée Americas Act, [présentée](#) comme destinée à créer un « partenariat commercial en constante expansion avec les pays de l'hémisphère occidental » et à « contrer le contrôle croissant de la Chine sur l'industrie manufacturière et la géopolitique mondiales ». Afin de renforcer les relations commerciales et d'investissement avec les pays de cette région, le texte donne notamment autorité au Département d'État pour conclure de nouveaux accords avec ces pays, qui doivent servir de « porte d'entrée à [leur] accession à [l'accord États-Unis-Mexique-Canada (USMCA)] ». De tels accords devraient inclure des dispositions sur la protection de la démocratie et des droits de l'homme, et des mesures de lutte contre la corruption. La proposition précise que les « premiers pays avec lesquels le Secrétaire d'État doit chercher à conclure [ces accords] sont les pays du Partenariat des Amériques pour la prospérité économique (APEP) », initiative lancée par l'administration Biden en juin 2022 avec onze pays du continent américain (Barbade, Canada, Chili, Colombie, Costa Rica, République Dominicaine, Equateur, Mexique, Panama, Pérou et Uruguay). Le sénateur Cassidy a indiqué que cette proposition devait répondre à la « nécessité de rétablir un équilibre entre les démocraties attachées à la liberté et ceux qui exploitent les règles comme la Chine, [en] se reconcentrant sur l'hémisphère occidental pour améliorer les échanges commerciaux, ramener la production manufacturière sur nos côtes, et mettre fin à l'influence croissante de la Chine ». Le président et le *ranking member* de la Commission spéciale sur le parti communiste chinois, Mike Gallagher (R-Wisconsin) et Raja

Krishnamoorthi (D-Illinois), ont officiellement [apporté](#) leur soutien au texte.

## 5. Un projet de législation destiné à conditionner l'accès à TikTok est introduit à la Chambre

Les dirigeants de la Commission spéciale sur le parti communiste chinois à la Chambre, M. Gallagher (R-Wisconsin) et R. Krishnamoorthi (D-Illinois) ont [introduit](#) le 5 mars une proposition de loi destinée à interdire l'accès au marché américain aux plateformes numériques contrôlées par des entités susceptibles de porter atteinte à la sécurité nationale américaine. La législation prévoit que les applications détenues par la société ByteDance (dont la plateforme TikTok) ne puissent continuer à bénéficier d'un accès au marché américain que celles-ci rompent leurs liens avec ByteDance dans un délai de six mois. La proposition de loi établit également une procédure permettant au président de déterminer si une plateforme officie sous l'influence d'un pays « adversaire » des États-Unis et doit dès lors être soumise aux mêmes obligations que les sociétés liées à ByteDance.

Depuis l'annonce de cette proposition de loi, les bureaux du Congrès seraient « submergés » par les appels émanant d'utilisateurs inquiets par une fermeture complète de l'application selon [Politico](#). TikTok a en effet [réagi](#) en incitant ses utilisateurs à contacter les législateurs via une alerte pop-up sur l'application indiquant que le projet de loi représentait une « interdiction totale ». En réponse, M. Gallagher a [déclaré](#) que l'alerte pop-up de l'application vidéo mentait au sujet de son projet de loi. « Si vous lisez vraiment le projet de loi, vous verrez qu'il ne s'agit pas d'une interdiction, mais d'un désinvestissement ». Interrogée sur cette proposition de loi, la porte-parole de la Maison-Blanche Karine Jean-Pierre a [déclaré](#) hier : « cette loi est importante. Nous nous félicitons de cette étape franchie ».

### Brèves

- Le 4 mars, le président de la Commission de Contrôle et de responsabilité de la Chambre (House Oversight and Accountability Committee), James Comer (R-Tennessee), a [annoncé](#) dans une lettre adressée à la Représentante américaine au Commerce (USTR) K. Tai le lancement d'une enquête sur les causes du retrait du soutien des États-Unis à certaines propositions sur la libre-circulation des données dans le cadre des négociations sur le commerce électronique à l'OMC [voir [Brèves sectorielles du 27 octobre 2023](#)].
- Le 6 mars, le sénateur Marco Rubio (R-Floride) a [introduit](#) trois propositions de loi visant à (i) traiter les véhicules produits par des entités chinoises comme étant originaires de Chine, quel que soit leur lieu de production effective ; (ii) imposer un droit de douane unique de 20 000 \$ sur chacun de ces véhicules produits en Chine ou par des entités chinoises ; et à (iii) rendre ces véhicules inéligibles aux crédits d'impôts de l'IRA.

- Le 7 mars, le Bureau de la Représentante américaine au Commerce (USTR) a [annoncé](#) le lancement d'une consultation publique afin de recueillir des informations sur les actions qui pourraient être menées afin de renforcer la résilience des chaînes d'approvisionnement. La consultation porte notamment sur les outils de politique commerciale ou d'investissement qui pourraient être déployés pour accroître la résilience des chaînes d'approvisionnement dans certains secteurs (la notice de consultation liste dix secteurs, dont les secteurs de l'aérospatial, l'automobile, les minéraux critiques, les métaux, ou encore les semiconducteurs). Les autres pistes évoquées concernent le renforcement de la production manufacturière nationale, la collaboration avec les partenaires des États-Unis et les travaux de mesure de la résilience des approvisionnements. Les commentaires des parties prenantes sont attendus pour le 11 avril, et une audition publique aura lieu le 2 mai.
- Le 7 mars, le vice-président exécutif de la Commission européenne Valdis Dombrovskis a [annoncé](#) sur la plateforme X que la prochaine ministérielle du Conseil commerce et technologies (TTC) avec les États-Unis se tiendrait les 4 et 5 avril prochain à Louvain, en Belgique.
- Le 4 mars, le Département américain du Trésor a [sanctionné](#) trois entités et onze individus, notamment le président zimbabwéen Emmerson Mnangagwa, en raison de leur implication dans des actes de corruption et de violation des droits de l'Homme.
- Le 5 mars, le Département américain du Trésor a [sanctionné](#) deux individus et cinq sociétés associés au consortium Intellexa, accusé de concevoir et commercialiser des logiciels espions ciblant des ressortissants américains.
- Le 6 mars, le Département américain du Trésor a [sanctionné](#) deux sociétés basées à Hong Kong et dans les Îles Marshall, exploitant chacune un navire, accusées de prendre part à des activités de transport d'équipement iranien soutenues par le Corps des gardiens de la révolution islamique afin de financer des actions menées par les Houthis.

## Climat – énergie – environnement

### 6. L'EPA annonce des normes de sécurité plus strictes contre les accidents chimiques

Le 1<sup>er</sup> mars, l'Agence américaine de protection de l'environnement (EPA) a [annoncé](#) ses amendements finaux au programme de gestion des risques (Risk Management Program – RMP) afin de protéger davantage les populations contre les accidents chimiques, en particulier celles situées à proximité d'installations de secteurs

industriels présentant des taux d'accidents élevés. Les nouvelles règles de l'EPA exigent des mesures plus strictes en matière de prévention, de préparation et de transparence.

La règle finale encadre l'ensemble des 11 740 installations couvertes par le RMP à travers tout le pays et contient des exigences plus rigoureuses pour un sous-groupe d'installations qui sont plus sujettes aux accidents et présentent le plus grand risque pour la population. L'EPA estime que les rejets accidentels des installations RMP coûtent à la société plus de 540 M\$ chaque année. Aux États-Unis, il y a environ 131 millions de personnes vivant à moins de 5 km d'installations RMP.

La règle comprend également des dispositions telles que l'accès aux informations sur les installations RMP pour les communautés vivant et travaillant dans les zones environnantes. Enfin, afin d'améliorer la transparence, l'EPA indique qu'elle travaille à rendre les informations sur le RMP et les sites qu'ils couvrent disponibles sur le site internet de l'agence.

## **7. L'administration Biden présente ses mesures pour assurer la stabilité et la durabilité du bassin du fleuve Colorado**

Le 5 mars, la Maison-Blanche a [indiqué](#) que l'administration Biden menait un effort global visant à rendre les communautés de l'Ouest américain plus résilientes au changement climatique et à lutter contre la grande sécheresse dans la région.

Au cours des deux dernières décennies, le bassin du fleuve Colorado a connu la période la plus sèche de la région depuis plus de mille ans. Le communiqué indique que l'Inflation Reduction Act et la loi bipartisane sur les infrastructures fournissent 15,4 Md\$ pour l'eau dans l'Ouest américain afin d'améliorer la résilience à la sécheresse et protéger le fleuve Colorado.

Le bassin du fleuve Colorado fournit de l'eau à plus de 40 millions de personnes. Il alimente la production hydroélectrique de huit États. Il soutient également l'agriculture et les communautés agricoles de l'Ouest et constitue une ressource cruciale pour 30 nations tribales.

## **8. Le Département d'État souligne les avancées en matière de coopération minérale lors du PDAC**

Le 4 mars, à l'occasion de la convention annuelle du Prospectors and Developers Association of Canada (PDAC), le Département d'État américain (DoS) a publié plusieurs communiqués sur les actions et résultats de son déplacement à Toronto.

Dans un premier communiqué, le DoS a [indiqué](#) qu'une réunion rassemblant les dirigeants du Mineral Security Partnership (MSP) s'était tenue le 3 mars. Cette réunion, présidée par Jose Fernandez, Sous-Secrétaire d'État américain à la Croissance économique, à l'énergie et à l'environnement, avait pour thème l'investissement responsable dans les minéraux critiques. Le communiqué précise que les partenaires du MSP s'efforçaient d'élever les normes

environnementales, sociales et de gouvernance (ESG). Le même communiqué précise que les partenaires du MSP avaient également organisé une réunion avec plusieurs pays, dont l'Argentine, le Brésil, le Chili, la Jamaïque, le Mexique et le Pérou, pour discuter des chaînes d'approvisionnement en minéraux critiques.

Dans un deuxième communiqué, le DoS a [souligné](#) la tenue d'une réunion à Toronto le 4 mars entre partenaires du MSP sur la question de la chaîne d'approvisionnement en graphite. Les experts du marché y ont souligné l'importance de la coopération internationale pour renforcer les chaînes d'approvisionnement mondiales en graphite. Les partenaires du MSP ont également échangé leurs points de vue sur les moyens de faciliter les investissements, notamment *via* des partenariats public-privé.

Enfin, dans un troisième communiqué, le DoS s'est [félicité](#) de l'arrivée de l'Estonie comme nouveau membre du MSP. Le communiqué indique que l'Estonie est un acteur important dans la production et la transformation des terres rares.

## Brèves

- Le 29 février, l'Agence américaine d'information sur l'énergie (US EIA), a [indiqué](#) que les États-Unis étaient restés le premier fournisseur de gaz naturel liquéfié de l'Europe en 2023, représentant près de la moitié de ses importations totales de GNL. L'année dernière a marqué la troisième année consécutive au cours de laquelle les États-Unis ont fourni plus de GNL à l'Europe que tout autre pays : 27 % des importations européennes totales de GNL en 2021, 44 % en 2022 et 48 % en 2023. L'US EIA indique que le Qatar et la Russie sont restés l'année dernière les deuxième et troisième fournisseurs de GNL de l'Europe, avec respectivement 14 % et 13 % des importations.
- Le 1<sup>er</sup> mars, la Maison-Blanche a [communiqué](#) sur l'accueil par le président Biden de la Première ministre italienne Giorgia Meloni, afin de poursuivre leur travail de coordination sur des priorités communes. Les dirigeants ont échangé leurs points de vue sur les objectifs de l'Italie pendant sa présidence du G7, notamment le développement durable et la sécurité énergétique, ainsi que sur la poursuite des efforts conjoints en faveur du Partenariat sur les infrastructures et les investissements mondiaux (PGI).
- Le 4 mars, l'Agence américaine d'information sur l'énergie (US EIA) a [indiqué](#) que la transformation du pétrole brut en Chine avait atteint un niveau record en 2023, avec une moyenne de 14,8 millions de barils raffinés par jour en 2023. La Chine a augmenté sa capacité de raffinage plus que tout autre pays ces dernières années, en partie pour répondre à ses besoins en carburant de transport, mais également pour produire des matières premières pour son industrie pétrochimique, éléments essentiels à la production de plastiques, de résines

et de fibres largement utilisés dans les biens de consommation, les emballages et les textiles.

## Transport et infrastructure

### 9. L'administration Biden propose de mettre fin à la dérogation Buy America pour les projets routiers fédéraux

L'administration fédérale des autoroutes (FHWA) du Département des Transports (DoT) a [annoncé](#) le 7 mars un avis de proposition de réglementation (NPRM) visant à mettre fin à sa dérogation générale aux exigences Buy America pour les produits manufacturés utilisés dans les projets d'autoroutes financés par l'État fédéral. Dans cet avis, l'agence propose de mettre fin à la dérogation et de créer des normes qui s'appliqueraient aux produits manufacturés si la dérogation était supprimée. Selon le communiqué, cette réglementation modifiera une politique obsolète et soutiendra l'industrie manufacturière américaine tout en créant des emplois bien rémunérés. Cette proposition de règlement résulte de l'examen par la FHWA de la dérogation générale pour les produits manufacturés dans le cadre de la loi Build America, Buy America (BABA) de la loi bipartisane sur les infrastructures, qui stimulera la fabrication nationale, soutiendra les chaînes d'approvisionnement essentielles et soutiendra la création d'emplois syndicaux bien rémunérés.

Buy America a été promulgué en 1983. À l'époque, les produits manufacturés étaient utilisés en quantité insuffisante dans les projets de construction d'autoroutes pour encourager la fabrication nationale, de sorte que l'application des protections prévues par Buy America ne présentait que peu d'avantages.

La règle proposée répond au décret du président Biden intitulé « Garantir que l'avenir est fait dans toute l'Amérique par tous les travailleurs américains ». Ce décret stipule que les agences fédérales doivent maximiser l'utilisation de produits nationaux et renforcer le secteur manufacturier américain, tout en cherchant à promouvoir les investissements du secteur privé et les opportunités pour les petites entreprises, à soutenir les chaînes d'approvisionnement nationales et à créer des emplois.

La règle proposée ne modifiera pas les exigences Buy America qui s'appliquent actuellement aux produits en fer ou en acier. Elle ne modifiera pas non plus les exigences BABA qui s'appliquent aux produits classés comme matériaux de construction ou matériaux exclus (ciment et matériaux cimentaires, agrégats tels que la pierre, le sable ou le gravier, ou agents de liaison ou additifs pour agrégats).

La FHWA publiera également une demande d'information (RFI) sur la disponibilité nationale de produits manufacturés spécifiques couramment utilisés dans les projets financés par la FHWA, qui aidera à guider la mise en œuvre de la FHWA, si la dérogation est annulée.

# Industrie

## 10. Les syndicats souhaitent accroître leur présence dans l'industrie automobile

À la suite des grèves qui ont touché l'industrie automobile en 2023, avec de grands mouvements sociaux chez Stellantis, Ford, et General Motors, le président de United Automobile Workers (UAW), principal syndicat du secteur, Shawn Fain avait [déclaré](#) vouloir généraliser le syndicalisme dans les États du Sud, auprès d'industriels historiquement défavorables aux syndicats, tel que Toyota, Honda et Tesla. Une usine de Volkswagen à Chattanooga, dans le Tennessee, cristallise désormais les attentes des travailleurs des États du Sud ainsi que de l'industrie automobile non-syndiquée. Lors du mouvement de grève, Volkswagen avait annoncé une hausse du salaire horaire à 32,4 \$/h, alors que les ouvriers de Détroit ont obtenu une hausse historique permettant de dépasser 40 \$/h. Poussés par l'UAW, qui a investi 40 M\$ pour aider à organiser des réseaux syndicaux au sein des filières automobiles et de batteries d'ici 2026, l'usine Volkswagen dénombre désormais 50 % de soutien à la création d'un syndicat, se rapprochant du seuil de 70 % qui obligerait légalement Volkswagen à reconnaître l'existence d'un syndicat dans son usine. L'UAW tente de propager la situation de l'usine Volkswagen à d'autres usines, dont celles de Mercedes-Benz et Hyundai en Alabama.

# Distribution et divertissement

## 11. Warner Music Group souhaite acquérir l'entreprise française Believe

Le 7 mars, Warner Music Group (WMG) a [dévoilé](#) son intention de racheter l'entreprise française Believe, spécialisée dans la distribution et l'accompagnement d'artistes. La démarche du groupe, qui estime la valeur de Believe à 1,8 Md\$, soit 18,52 \$ l'action, est encore préliminaire à ce stade, le travail de *due diligence* n'ayant pas été finalisé. Cette approche en vue d'une acquisition intervient trois ans après l'entrée en bourse de Believe en 2021, qui a vu le prix de son action augmenter de 6 % après la révélation du projet de WMG. Ce projet de rachat vient concurrencer une première offre [réalisée](#) début février par un consortium composé du fonds suédois EQT, du fonds américain TCV et du fondateur de Believe, Denis Ladegaillerie. Cette offre, d'une valeur inférieure avec un prix de rachat d'action fixé à 16,4 \$, a déjà bénéficié d'un avis favorable du conseil d'administration en raison de la présence parmi les investisseurs du fondateur de l'entreprise. Troisième major de l'industrie musicale, derrière Universal et Sony, WMG insiste sur le potentiel d'évolution que pourrait constituer cette offre de rachat pour Believe, qui

bénéficierait ainsi du savoir-faire du groupe en matière de stratégie commerciale ainsi que d'un soutien financier pour ses projets.

## Brèves

- Le 3 mars, les sociétés d'investissement Arkhouse Management et Brigade Capital ont [formulé](#) une offre de rachat pour le groupe Macy's de 6,6 Md\$, soit 24 \$ par action. Cette offre intervient après une première proposition de rachat en décembre par ces mêmes sociétés, d'une valeur de 5,8 Md\$. Cette hausse de l'offre intervient dans un contexte de restructuration du groupe, qui a dévoilé fin février le projet de fermeture de 150 magasins Macy's aux États-Unis pour mieux développer ses marques Bloomingdale's et Bluemercury [voir [Brèves sectorielles du 1<sup>er</sup> mars 2024](#)].

# Agriculture et industrie agroalimentaire

## 12. L'USDA révisé à nouveau la réglementation anti-trust dans le domaine des viandes

L'USDA a [publié](#) une deuxième modification au « [Packers and Stockyards Act](#) », la loi anti-trust du secteur de la viande datant de 1921. Le président Joe Biden avait signé en juillet 2021 un [executive order](#) pour renforcer la concurrence dans l'économie américaine et notamment dans le secteur de la [transformation de la viande](#) où l'USDA estimait que les quatre plus grandes entreprises opérant aux États-Unis concentraient 80 % des abattages de bovins et plus de 50 % des abattages de porc et de volailles.

Après un premier ajustement réglementaire concernant la filière avicole [voir [Brèves sectorielles du 17 novembre 2023](#)], ce nouveau texte de l'USDA a pour but de clarifier les conditions de contractualisation entre les entreprises et les producteurs ou coopératives de producteurs. En effet, la quasi-totalité des producteurs de volaille et de porcs sont engagés dans des contrats de production intégrés et 70 % des producteurs de bovins ont également un contrat de commercialisation avec une entreprise.

Ce nouveau règlement, intitulé « Concurrence inclusive et intégrité du marché dans le cadre du Packers and Stockyards Act », entrera en vigueur en mai 2024. Il poursuit quatre objectifs :

- Faire en sorte que les conditions de contractualisation ne se fondent que sur les caractéristiques des capacités de production de l'éleveur ou de la coopérative. Ainsi, le règlement interdit la discrimination des coopératives ou la discrimination d'éleveurs du fait de situations personnelles.
- Interdire les représailles envers les producteurs qui ont, par exemple, cherché à communiquer avec les autorités, à

démarcher des entreprises concurrentes ou encore avoir des engagements associatifs.

- Interdire l'utilisation de déclarations fausses, trompeuses ou partielles lors de la conclusion, l'exécution, la résiliation ou le refus d'un contrat par chacune des parties.
- Renforcer les capacités de l'USDA quant au contrôle du respect de cette règle par une évolution du système d'archivage.

L'industrie de la viande a [réagi](#) en menaçant d'intenter une action en justice, soutenant que l'USDA sortait de son champ de compétence et qu'une telle évolution du Packers and Stockyards Act devrait être soumise au Congrès. Le National Chicken Council, qui représente les entreprises volaillères, a [déclaré](#) qu'une telle évolution de la réglementation serait inutilement coûteuse pour les entreprises, rejetant notamment les assertions faisant état d'une concentration excessive du secteur de la volaille aux États-Unis.

## Brèves

- Le plus grand incendie jamais recensé au Texas touche actuellement le nord de l'État. 530 000 hectares ont déjà brûlé dans le comté de Panhandle, qui regroupe 85 % du cheptel de l'État. Le Département de l'Agriculture du Texas [prévoit](#) des pertes importantes pour les éleveurs et les agriculteurs et a ouvert un fond de solidarité d'urgence. Le Texas est l'État le plus important des États-Unis par sa production bovine, avec près de 14 % du cheptel américain.

# Numérique et innovation

## 13. Elon Musk porte plainte contre OpenAI et Sam Altman

Elon Musk a [porté](#) plainte contre OpenAI et son PDG Sam Altman, accusant OpenAI de violation de l'obligation fiduciaire, de rupture de contrat et de pratiques commerciales déloyales. Il reproche à l'entreprise de privilégier la maximisation d'objectifs économiques au détriment de sa mission initiale de développer des systèmes d'intelligence artificielle pour le bien de l'humanité. E. Musk conteste également l'utilisation par Microsoft des derniers modèles d'OpenAI dans ses produits, arguant que l'accord entre les deux entreprises ne couvrirait que des systèmes d'IA en deçà d'un certain seuil de performance (dite « intelligence artificielle générale » ou IAG) qui serait dépassé selon Musk par GPT-4 d'OpenAI. En outre, il demande à rendre public Q\*, un modèle d'IA encore plus avancé, au titre des statuts initiaux d'OpenAI.

Co-fondateur d'OpenAI en 2015, E. Musk affirme que sa participation financière initiale était conditionnée à l'engagement d'OpenAI à servir l'intérêt public. Il exige le remboursement de tous les fonds reçus par OpenAI, S. Altman et G. Brockman de leurs transactions avec Microsoft.

En réponse, OpenAI [réfute](#) avoir dépassé le seuil d'une IAG avec ses modèles actuels, malgré leurs performances avancées dans les domaines linguistiques et en matière de raisonnement.

## Brèves

- La Commission européenne a [infligé](#) une amende de 1,8 Md€ à Apple pour violations antitrust, au titre des dispositions « anti-orientation » (*anti-steering*) d'Apple qui empêchent les développeurs d'applications de streaming musical d'informer pleinement les utilisateurs d'iOS de l'existence de services d'abonnement alternatifs et moins chers.
- Apple a [fait l'objet](#) d'une class-action alléguant que la société abuserait de sa position monopolistique sur le stockage cloud. La plainte affirme que des contraintes « fortes et précises » empêchent les clients d'utiliser efficacement tout service autre que son système iCloud, qui jouit d'environ 70 % de part de marché chez les utilisateurs Apple.
- Le sénateur Ron Wyden (D-Oregon) a [adressé](#) un courrier au président Biden exigeant l'adoption de normes de cybersécurité minimales applicables aux opérateurs télécoms. Le sénateur estime que les pratiques actuelles des opérateurs télécoms sont à l'origine de vulnérabilités pouvant être exploitées par des puissances étrangères pour espionner des citoyens américains.

## Santé

### 14. L'administration Biden lance une enquête sur les acquisitions de prestataires de soins de santé par des fonds d'investissement

La division antitrust du Département de la Justice (DoJ), la Federal Trade Commission (FTC) et le Département de la Santé et des services sociaux (HHS) ont [lancé](#) le 5 mars une consultation publique conjointe sur la prise de participation croissante par les sociétés de capital-investissement au sein de structures de santé. Selon un [rapport](#) publié l'année dernière, le nombre d'acquisitions de cabinets médicaux par des sociétés de capital-investissement a été multiplié par six en l'espace de dix ans, passant de 75 à 484 opérations entre 2012 et 2021.

Cette décision [intervient](#) le même jour de la fondation du collectif « Coalition for Patient-Centered Care » réunissant plus de 5 000 médecins pour s'opposer aux prises de participations croissantes de sociétés de capital-investissement dans le secteur.

## 15. L'ensemble des fabricants de médicaments concernés par le mécanisme de négociation de prix introduit par l'IRA rejettent la première offre de prix de Medicare

Les dix fabricants de médicaments participant aux premières négociations sur les prix des médicaments de Medicare ont unanimement [rejeté](#) les offres initiales de l'administration Biden tout en formulant systématiquement des contre-propositions. De nouvelles discussions devraient être organisées à l'été 2024, avant que les prix définitifs des médicaments concernés ne soient fixés. Si Medicare n'accepte pas la contre-proposition d'un fabricant, les deux parties se rencontreront jusqu'à trois fois pour négocier un prix maximum équitable qui devra être annoncé en septembre 2024 pour une entrée en vigueur en 2026.

À ce jour, certains des laboratoires pharmaceutiques concernés, ainsi que les associations professionnelles PhRMA et la U.S. Chamber of Commerce, ont intenté neuf actions en justice visant à retarder ou à annuler les négociations.

Le Département de la Santé et des services sociaux (HHS) a [lancé](#) le mois dernier un site qui met en évidence les principaux éléments de l'Inflation Reduction Act, tels que les négociations et le plafonnement à 2 000 \$ des frais de médicaments remboursables dans le cadre de l'assurance-maladie, qui entrera en vigueur en 2025.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.  
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :  
[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service économique régional de Washington  
[washington@dgtrésor.gouv.fr](mailto:washington@dgtrésor.gouv.fr)

Rédaction : SER des États-Unis  
Abonnez-vous [ici](#)